

Logement

bres de son personnel auprès de leurs associations provinciales là où les talents de ce personnel pourraient être requis.

Comme je l'ai déjà indiqué à la Chambre, monsieur l'Orateur, l'aide à la formation et au développement, comme d'ailleurs tous les autres aspects de cette politique est également offerte à toute la population rurale.

Les honorables députés reconnaîtront que la politique du logement des ruraux et des autochtones, sous plusieurs de ses aspects, fournit une occasion de participation aux gouvernements provinciaux. J'avais déjà consulté mes homologues provinciaux avant Noël et j'ai officiellement avisé les ministres des provinces hier. Je prendrai des dispositions pour les rencontrer d'ici quelques semaines dans le but d'obtenir leur collaboration. A la suite de ces consultations, je m'entretiendrai de nouveau avec les associations d'autochtones et j'ai bon espoir qu'au début de l'été nous nous serons déjà lancés dans une campagne vigoureuse de programmes d'habitation pour les ruraux et les autochtones.

Je suis heureux de fournir ces renseignements à la Chambre. Quelles que soient les normes, monsieur l'Orateur, les Canadiens comptent parmi ceux qui sont les mieux logés au monde. Notre société est riche et pleine de succès mais, dans les régions rurales et isolées, nous avons des logements aussi délabrés que n'importe où au monde et la plupart sont habités par des autochtones. Les propositions que le gouvernement a présentées aux associations autochtones devraient, à mon avis, beaucoup contribuer à améliorer la situation du logement. Certes, la tâche qui attend les représentants des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que ceux des associations autochtones est immense, mais je pense que nous sommes tous prêts à mettre immédiatement ces propositions en application.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je commencerai tout d'abord par féliciter le ministre, en espérant que ce programme sera couronné du succès qu'il lui prôdit. En fait, je ne m'attendais pas à ce qu'il fasse une déclaration aujourd'hui. J'ai pris connaissance du programme dans mon journal d'hier soir, mais je viens à peine de recevoir un exemplaire de sa déclaration. Peut-être s'agit-il d'un contretemps.

Bien que je n'aie pas lu cette déclaration, je crois pouvoir en parler, étant donné que je suis au courant des problèmes des autochtones au Canada, de ceux qui vivent dans des réserves, ou en dehors. J'ai constaté qu'il y avait une omission dans la déclaration. Elle ne parle pas, en effet, des autochtones qui vivent dans les deux territoires du Nord.

Dans sa déclaration, le ministre parle en détail des ententes conclues entre le gouvernement fédéral et les provinces pour ce qui est de la collaboration en matière de logement. Lorsque nous considérons le problème du logement des autochtones au Canada, qu'ils vivent ou non dans des réserves, nous ne devons pas perdre de vue les conditions dans lesquelles ils vivent. Quiconque a rendu visite à ceux qui vivent dans des réserves sont au fait de ces conditions. J'ai personnellement connaissance des conditions dans lesquelles ils vivent dans l'Ouest, ayant eu l'honneur pendant plusieurs années de représenter l'ancienne circonscription de Bow River, avant le remaniement.

Deux réserves s'y trouvaient: celle des Pieds-Noirs et la réserve Morley. Je suis également au courant des problèmes des gens de cette région, où vit d'ailleurs le député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), puisque j'y ai pratiqué le

[M. Basford.]

droit pendant un certain temps. Je sais dans quelles conditions vivent les autochtones du Nord de la Saskatchewan. A mon avis, et je crois que tous les députés me donnent raison, les conditions dans lesquelles les autochtones ont été forcés de vivre, que ce soit sous l'empire de la loi sur les Indiens ou du temps des précédents gouvernements, n'ont rien de quoi flatter notre sens humanitaire, notre attitude inhumaine à l'égard de ces gens.

Maintes fois, nous avons lu dans les journaux dans quels logements sordides ces gens avaient été forcés de vivre au cours des ans. Ils sont forcés de se chauffer avec d'autres sources d'énergie que du gaz naturel et du pétrole brut. Lorsque leurs maisons brûlent, bien des fois les familles sont détruites en même temps. C'est un rappel des conditions dans lesquelles ces gens ont été forcés de vivre pendant des années. Je souhaite donc du succès au programme du ministre.

Le ministre a parlé de la construction d'environ 50,000 maisons. Si l'on mettait en œuvre un programme d'urgence, ces 50,000 maisons pourraient être construites immédiatement, ce qui soulagerait bien des souffrances inhumaines.

J'espère que le ministre examinera également une autre question trop souvent négligée. Les écoles et les hôpitaux de ces réserves ont été fermés. Les enfants sont obligés de fréquenter l'école ailleurs. Ces gens devraient pouvoir jouir de services d'hospitalisation d'un niveau élevé dans leur propre région.

J'ai eu la chance ce matin de m'entretenir avec un groupe d'indigènes au sujet de leurs droits sur le pétrole dans certaines réserves indiennes, notamment en ce qui concerne la surtaxe prélevée sur la vente du pétrole brut. Certaines promesses leur ont été faites aux termes de leurs traités. Ils devraient pouvoir profiter de cette taxe pour améliorer leur niveau de vie, non seulement en ce qui concerne le logement, mais aussi leurs besoins fondamentaux tels que l'alimentation de leur famille. Il suffit de rendre visite à ces familles et constater comment elles vivent pour se rendre compte qu'ils ont grand besoin d'assistance.

Je souhaite à nouveau au ministre que ce programme soit couronné de succès. J'espère qu'il s'agit d'un programme d'urgence et qu'il sera réalisé, et que ce ne sont pas simplement des paroles en l'air.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'ai lu l'autre jour dans le journal que M. Lawrence Gladu avait été nommé par M. Teron membre du Comité du logement des autochtones de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Je note avec satisfaction qu'on essaie enfin d'intéresser officiellement les autochtones aux travaux de la Société centrale d'hypothèques et de logement. M. Gladu et ses collègues sauront se rendre très utiles dans l'étude des besoins des autochtones en matière de logement.

La déclaration que le ministre a faite aujourd'hui se faisait attendre depuis longtemps. Elle aurait eu beaucoup plus d'effet il y a quatre ou cinq ans, car elle aurait été beaucoup plus utile. Nous nous en réjouissons quand même. Je suis sûr que les autochtones comprendront qu'on s'occupe enfin des conditions de vie déplorables qu'ils endurent depuis nombre d'années.

Lorsque les forces de la société peuvent être organisées et mise en œuvre et que sa richesse peut servir à aider les défavorisés, c'est tout à l'honneur de notre régime politique et, bien sûr, de la société elle-même. Il ne fait aucun doute que nous allons appuyer cette politique.